

Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

Adieu au PTP?

Le programme commercial des États-Unis est de plus en plus incertain depuis que Donald Trump a remporté l'élection présidentielle américaine. Au cours de sa campagne, M. Trump a exprimé à maintes reprises ses préoccupations vis-à-vis du Partenariat transpacifique (PTP), qui n'a pas encore été ratifié, ainsi que du plus ancien Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), affirmant que cet accord nuit à l'économie du pays depuis plus de 20 ans en éliminant des emplois aux États-Unis.

Les 12 pays du PTP (Australie, Brunei Darussalam, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, États-Unis et Vietnam) se sont réunis en marge du sommet des dirigeants de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) le 19 novembre à Lima, au Pérou, pour discuter de l'évolution du processus de ratification, ainsi que de l'avenir de l'accord après le départ du président Barack Obama de la Maison-Blanche.

On avait déjà eu espoir que le vote du Congrès au sujet du PTP se déroule durant la session interrégime, avant l'inauguration de M. Trump le 20 janvier. Les chances que cela se produise ont diminué de manière drastique après les élections, puisque Mitch McConnell, chef de la majorité du Sénat, a admis qu'un vote sur le PTP cette année était peu probable.

« Le PTP serait insignifiant sans les États-Unis », a déclaré aux dirigeants des pays du PTP le premier ministre japonais Shinzo Abe, qui avait rencontré M. Trump à New York quelques jours auparavant. Il a affirmé que l'accord ne pourrait pas être renégocié puisque cela « perturberait l'équilibre fondamental des avantages ».

Cependant, le président Obama a dit à ses homologues de continuer de s'engager mondialement pour veiller à ce que les accords commerciaux comme le PTP contribuent à réduire les inégalités, en espérant que le président élu Trump change d'avis au sujet des enjeux commerciaux.

« Nos partenaires ont affirmé très clairement lors de la réunion qu'ils veulent aller de l'avant avec le PTP, et

préférentiellement avec les États-Unis », a déclaré M. Obama après la réunion.

Cependant, dans une vidéo YouTube publiée le 20 novembre, M. Trump a présenté son plan en matière de politiques pour ses 100 premiers jours de présidence et a affirmé qu'il prévoit se retirer du PTP « dès le premier jour », décrivant l'accord comme un « désastre potentiel » pour les États-Unis. Il tentera plutôt de négocier des « accords commerciaux bilatéraux justes qui ramèneront des emplois et les industries en sol américain », a-t-il ajouté.

Les réactions n'ont pas tardé à surgir. Selon la Maison-Blanche, il s'agirait d'une « importante occasion perdue pour le peuple américain ». Le président du Comité des voies et moyens de la Chambre, Kevin Brady (R-TX), a déclaré que ce choix nuirait sérieusement à l'économie américaine puisque l'on s'attend à ce que la région contienne « la moitié des consommateurs de la classe moyenne de la planète d'ici la fin de la décennie ».

« Nous voulons en faire partie. Et si nous nous retirons, notre économie en souffrira », a-t-il déclaré, espérant que M. Trump donne une chance aux défenseurs du PTP « de se faire entendre pour garder les bons côtés de l'accord et créer des emplois, et régler ce qui semble défavorable ».

Le Partenariat économique intégral régional (PEIR), mené par la Chine et qui rassemble l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) ainsi que l'Australie, l'Inde, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la Corée du Sud, serait le plus grand bénéficiaire si M. Trump exécute sa menace de se retirer du PTP.

« Il n'y a aucun doute que l'annulation du PTP ferait basculer le Partenariat économique intégral régional », a affirmé M. Abe.

D'autres pays comme l'Australie gardent espoir que le nouveau président des États-Unis change d'avis au sujet du PTP. Après tout, ce n'est pas la première fois qu'un président américain s'oppose à un accord commercial. Comme l'ont mentionné certains, le président Bill Clinton

s'était opposé à l'ALÉNA, mais avait finalement signé l'entente après être devenu président.

« Nous devons laisser du temps à l'administration Trump, soyons patients », a déclaré le ministre du Commerce de l'Australie, Steve Ciobo.

Le PTP a été signé le 4 février à Auckland, en Nouvelle-Zélande, ouvrant la voie pour que chacun des

12 Parlements des pays le ratifie ensuite. L'accord devait entrer en vigueur d'ici deux ans si tous les signataires originaux indiquaient avoir complété leurs processus internes, ou après deux ans et trois mois si au moins six d'entre eux, incluant les États-Unis et le Japon et plusieurs autres grands pays, l'avaient fait. Ainsi, sans la ratification des États-Unis, le PTP ne peut pas entrer en vigueur.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Chicken Farmers
of Canada
Les Producteurs de
poulet du Canada

EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS
OF CANADA
LES ÉLEVEURS DE DINDON
DU CANADA

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubatio
du Canada